



## ARRÊTÉ DU MAIRE

COMMUNE DE SAINT-PRIX

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique  
VB/AH  
N° 2021 / 081

**OBJET : RÉPARATION DE CONDUITE SUR CHAUSSÉE POUR ORANGE - 70 BIS RUE LOUIS ET GERALD DONZELLE (RD144) - DU 17 MAI AU 07 JUIN 2021.**

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDERANT** La demande formulée par l'entreprise CIRCET sise 24 rue de la Croix Jacquobot - 95450 Vigny concernant la réparation de conduite sur chaussée pour la propriété sise au 70 bis rue Louis et Gérald Donzelle à Saint-Prix pour le compte de la société Orange,

**CONSIDERANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Du lundi 17 mai au lundi 07 juin 2021, l'entreprise CIRCET sise 24 rue de la Croix Jacquobot - 95450 Vigny, est autorisée à procéder à la réparation de conduite télécom sur chaussée au droit de la propriété sise 70 bis rue Louis et Gérald Donzelle à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** La chaussée sera neutralisée au droit du chantier. La circulation automobile ne sera pas interrompue ; une signalisation sera mise en place par l'entreprise, manuellement ou par feux tricolores, pour permettre une circulation par alternat.
- ARTICLE 3 -** Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.
- ARTICLE 4 -** Le stationnement sera interdit sur l'emprise du chantier et selon son avancement.
- ARTICLE 5 -** La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.

- ARTICLE 6** - L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. La signalisation réglementaire et appropriée sera installée et entretenue, par l'entreprise.
- ARTICLE 7** - L'entreprise devra assurer un balisage sécurisant la trappe Télécom au droit du chantier.
- ARTICLE 8** - Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis en place et assuré en toutes circonstances.
- ARTICLE 9** - Après travaux, la chaussée et les trottoirs devront être nettoyés et remis en état à l'identique de l'existant.
- ARTICLE 10** - La reprise de traversée de chaussée devra respecter les consignes du Département, soit :
- Fondation en grave ciment sur 0,40 m d'épaisseur
  - Enrobé BBSG 0/10 sur 2 x 0.04 m d'épaisseur pour une largeur totale minimum de 1,00 m
  - Fermeture de l'enrobé par joints émulsionnés avec porphyre 0/20 à chaud
- ARTICLE 11** - Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.
- ARTICLE 12** - Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 4 jours ouvrés à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.
- ARTICLE 13** - L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.
- ARTICLE 14** - Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.
- ARTICLE 15** - La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.
- ARTICLE 16** - Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.
- ARTICLE 17** - Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 18** - Le présent arrêté sera notifié aux entreprises CIRCET et Orange;

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix
- Messieurs les gestionnaires du service territorial des routes Rives de Seine et Vallée de Montmorency,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude,
- Messieurs les responsables d'exploitation des services de transport Lacroix.

Saint-Prix, le 11 MAI 2021



Le Maire,

  
Céline VILLECOURT

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 11.05.2021

